

Les produits pétroliers en hausse de plus de 30% au Burundi

PANA, 11/07/2008 Bujumbura, Burundi - Le prix d'un litre d'essence super à la pompe est passé vendredi, de 1.860 à 2.030 francs burundais (1USD = 1.200 francs burundais), soit une hausse globale de plus de 36%, a annoncé vendredi, la ministre burundaise du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, Euphrasie Bigirimana. Dans la nouvelle structure gouvernementale des prix des produits pétroliers, le coût d'un litre de mazout est passé de son coût, de 1.820 à 1.950 francs burundais, soit une augmentation de plus de 35%, selon la même source.

Un litre de pétrole lampant est passé de 1.800 à 1.920 francs burundais, soit une inflation galopante de plus de 34%. Les nouvelles hausses sont les troisième de la série depuis le début de l'année 2008 et interviennent après plusieurs jours de pétuneries artificielles organisées par les pétroliers pour faire pression sur le gouvernement, afin d'obtenir des augmentations de prix afin de ne pas continuer de travailler à perte. La ministre du Commerce est revenue sur les difficultés actuelles du secteur pétrolier pour justifier les hausses concédées aux importateurs. Les cours de l'or noir seraient actuellement à des niveaux historiques de plus de 140 dollars le baril sur le marché mondial et "un pays comme le Burundi qui n'est pas pétrolier, n'a d'autre choix que de réajuster continuellement les prix à la consommation intérieure", s'est-elle expliquée. La monnaie locale ne cesse pas non plus de perdre de sa valeur face au dollar américain, ce par quoi la ministre a encore justifié la mesure portant hausse des prix des produits pétroliers importés. L'Etat burundais aurait fait un effort particulier, en abandonnant plus de 4 milliards de francs burundais (plus de 4 millions de dollars US) de taxes et impôts sur les produits pétroliers importés dans le souci de stabiliser les prix intérieurs à des niveaux acceptables, à en croire toujours Mme Bigirimana. Le prix du ticket de bus a également revu la hausse, passant de 280 à 300 francs burundais dans la ville de Bujumbura, a-t-elle encore annoncé. Les transporteurs de l'intérieur du pays échappent généralement à la réglementation officielle et fixent les prix du ticket à leur guise. On s'attend, par ailleurs, à ce que les autres produits transportés connaissent le même sort au grand dam des citoyens ordinaires qui n'en pouvaient plus d'assister à des hausses anarchiques et intempestives des prix de pratiquement toutes les denrées alimentaires de première nécessité. Beaucoup de spécialistes des questions économiques à Bujumbura conseillent une libéralisation totale du secteur des hydrocarbures dans l'espoir que la concurrence pourrait jouer en faveur du consommateur.